



Conseil économique et social

Distr. générale
9 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire
de l'Assemblée générale : thème prioritaire : « Les femmes
en l'an 2000 : Égalité entre les sexes, développement et paix
pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Sambhali Trust, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'autonomisation économique est indispensable en vue de parvenir à l'équité de traitement des deux sexes et au développement durable. Accroître l'accès des femmes aux ressources et aux opportunités économiques est bénéfique pour l'individu et pour l'État. L'autonomisation économique renforce la participation des femmes à la vie sociale et politique, et facilite leur accès aux droits fondamentaux. En parallèle, elle stimule la croissance économique de l'État. Pourtant, les femmes demeurent économiquement marginalisées dans le monde entier. On constate notamment cela au Rajasthan, région de l'Inde dans laquelle opère notre organisation, Sambhali Trust.

Dans cette présentation effectuée à l'occasion de la soixante et unième session de la Commission de la condition de la femme, nous tenons à mettre en avant quatre facteurs qui continuent d'entraver l'autonomisation économique des femmes au Rajasthan. Il s'agit de la limitation de l'accès à l'éducation; des attentes sexospécifiques relatives au moment et aux conditions dans lesquels les femmes peuvent rejoindre le marché de l'emploi; des formes socialement enracinées de discrimination fondées sur la caste et la religion; et du rétrécissement des secteurs traditionnels d'emploi des femmes. Nous soulignons par ailleurs qu'avec l'évolution du monde du travail, conséquence de la mondialisation et d'une dépendance accrue aux technologies, les femmes du Rajasthan doivent surmonter des difficultés particulières pour devenir économiquement autonomes.

Le maintien, au Rajasthan, des rôles traditionnellement dévolus à chacun des deux sexes continue de mettre les femmes en position défavorable face aux hommes. L'autonomisation économique s'avère donc particulièrement difficile à obtenir pour ces femmes, desquelles on attend qu'elles accordent la priorité à leurs activités de soin non rémunérées, tant dans l'enseignement supérieur que dans le monde professionnel. En tant qu'organisation locale travaillant auprès des femmes du Rajasthan, Sambhali Trust leur offre la possibilité d'accéder aux ressources nécessaires pour améliorer leur situation économique. La mission de Sambhali consiste à offrir aux femmes et aux filles défavorisées du Rajasthan une éducation en anglais, en hindi et en mathématiques, ainsi qu'une formation professionnelle et sociale, à les aider à renforcer leur confiance et leur estime de soi, et à faire en sorte qu'elles tendent vers une plus grande indépendance financière.

L'éducation constitue une plateforme permettant de favoriser l'autonomisation économique des femmes. Ces dernières années, le Rajasthan a connu une nette augmentation du niveau d'instruction parmi la population. Malgré une forte hausse du taux d'alphabétisation des femmes sur une période de 20 ans, les attitudes patriarcales profondément ancrées dans la région contribuent à garder ce taux au niveau le plus bas du pays. Le recensement de 2011 a révélé que le taux d'alphabétisation des femmes est de 53 %, contre 65 % à l'échelle nationale. Le taux est particulièrement faible pour les femmes des zones rurales. Si ce taux d'alphabétisation est aussi bas, c'est en partie à cause de la piètre qualité des établissements scolaires pour les filles. Même si les initiatives gouvernementales telles que la loi sur le droit à l'éducation (2008) ont augmenté le nombre de places dans les écoles pour les filles, la qualité de l'enseignement qui leur est dispensé dans ces établissements reste discutable. Elle est inférieure à celle des garçons, comme en témoignent le ratio d'enseignants par étudiants de 1 pour 100, l'insuffisance des infrastructures, notamment l'accès aux installations sanitaires, et

la faiblesse des ressources pédagogiques. Ces facteurs influent négativement sur l'éducation des filles et sur leur aptitude à devenir économiquement autonomes dans la vie.

Le faible niveau d'instruction des filles au Rajasthan s'explique également par le fait qu'elles peinent souvent à aller au bout de leur scolarité. C'est plus précisément la pratique des mariages forcés qui empêche les filles de terminer leurs études. Dans un État comme le Rajasthan, où la culture du patriarcat donne lieu au nombre de mariages d'enfants le plus élevé du pays, on attend souvent des filles qu'elles quittent précocement l'école pour s'acquitter des tâches ménagères et s'occuper des enfants. Même pour les filles qui se marient à l'âge adulte, leur statut influe sur leur capacité à poursuivre des études et une formation susceptibles d'élargir leurs opportunités professionnelles. Trois facteurs concourent à nuire à l'aptitude des femmes à devenir économiquement autonomes : la place de l'honneur familial, la persistance des rôles des hommes et des femmes, et la conviction que le lieu le plus approprié pour les femmes reste la maison.

Même quand les femmes du Rajasthan sont instruites, elles doivent surmonter des obstacles majeurs avant de réussir sur le plan économique. L'éducation n'ouvre pas automatiquement les portes du marché de l'emploi. Lors du recensement de 2011, 73 % des femmes du Rajasthan étaient sans emploi. Le rapport indiquait également que 1,1 million de femmes de la région étaient à la recherche d'un emploi.

En outre, le document faisait état de possibilités d'emploi très peu nombreuses dans les secteurs traditionnellement féminins, un constat qui s'avère préoccupant. Lorsque les femmes sont autorisées à travailler, les postes qu'elles occupent sont souvent liés au genre. Dans le contexte du Rajasthan, c'est la production textile qui accueille le plus grand nombre de femmes. Sur dix femmes employées en Inde, neuf travaillent dans le secteur informel. La précarité de l'emploi, l'absence de droits et avantages des travailleurs, et les difficultés à travailler dans le secteur privé concourent à entraver l'accès des femmes au secteur non structuré de l'économie. La mondialisation a également érodé le pouvoir de négociation des travailleurs du secteur informel, qui ne sont pas en mesure de concurrencer les grandes entreprises, capables d'offrir des produits à un coût réduit.

En ce qui concerne le secteur manufacturier formel du Rajasthan, malgré les investissements lourds du gouvernement, l'emploi des femmes ne constitue pas une priorité. Le gouvernement du Rajasthan a pris des mesures dans le cadre de son programme Resurgent Rajasthan en vue d'accroître l'efficacité et la compétitivité de l'industrie textile régionale pour lui permettre de soutenir la concurrence avec les grands centres manufacturiers de pays tels que le Bangladesh, le Sri Lanka et le Viet Nam. Même si l'un des principaux objectifs de ces initiatives est de développer l'emploi dans la région, le recrutement des femmes ne fait pas explicitement partie des priorités. Il est impératif que les politiques et les programmes visant à améliorer l'emploi soient utilisés en vue de renforcer l'autonomisation économique des femmes, en particulier dans une région où la place des femmes sur le marché de l'emploi est notoirement faible. Il est donc essentiel que les initiatives économiques soient accompagnées d'une stratégie prenant en compte la problématique hommes-femmes en vue de garantir l'égalité d'accès des femmes à l'emploi.

Le recours accru à la technologie et à la robotique dans un monde du travail en pleine mutation est susceptible d'influer négativement sur les femmes. Le secteur

manufacturier constitue un exemple clair d'une industrie traditionnellement féminine qui doit faire face à d'importantes difficultés dans un environnement mû par la technologie. Plus il y a de technologie, moins il faut d'emploi manuel. Tous ceux qui resteront dans ce secteur auront besoin de solides compétences technologiques pour conserver un emploi. Il s'agira probablement d'hommes en grande majorité. Même si l'Inde a adopté la révolution technologique à l'échelle nationale et que ses capacités sont reconnues dans ce domaine, des régions comme le Rajasthan ont moins bien réussi à former leur personnel dans le domaine technologique. D'après un rapport de 2016 réalisé par le District Information for School Education, seulement 29 % des établissements scolaires du Rajasthan ont accès à des ordinateurs et le taux est encore plus bas (5 %) dans les écoles primaires. Seulement 55 % des écoles disposent de l'installation électrique nécessaire pour faire fonctionner un ordinateur. Le gouvernement du Rajasthan s'emploie à modifier la situation en rendant obligatoire la formation des enseignants et en examinant la possibilité d'utiliser l'énergie solaire pour alimenter les ordinateurs dans les zones non desservies par le réseau électrique. Toutefois, pour que cette politique puisse contribuer à accroître l'autonomisation économique des femmes, le gouvernement doit veiller à ce que les filles aient un accès équivalent à une formation informatique. L'initiation à l'informatique pour les femmes adultes s'avère également essentielle. L'autonomisation économique des filles et des femmes du Rajasthan exige de développer leurs capacités technologiques de telle sorte qu'elles disposent des outils nécessaires pour jouer leur rôle dans un monde du travail en pleine mutation.

Pour conclure, l'autonomisation économique des femmes au Rajasthan nécessite de s'attaquer à l'inégalité des genres, qui sous-tend tous les aspects de la société. Cela implique de faire en sorte que les filles et les femmes reçoivent le même niveau d'enseignement que les garçons, non seulement en termes d'accès à l'école mais aussi en ce qui concerne la qualité de l'enseignement reçu. L'accès à la formation dans le domaine technologique est également essentiel. En outre, les initiatives en faveur de l'emploi dans la région, qu'il s'agisse du secteur manufacturier ou des autres filières, doivent accorder la priorité au recrutement des femmes. En intégrant une approche axée sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes, garantissant que les femmes et les filles aient un accès égal aux ressources, nous pourrions commencer à démanteler les fondements culturels et sociaux qui continuent de maintenir les femmes du Rajasthan dans une position d'infériorité économique.

Les questions examinées dans cette déclaration sont présentées dans le contexte culturel particulier du Rajasthan, mais elles reflètent la situation mondiale de l'inégalité hommes-femmes. Les taux d'éducation des femmes dans le monde sont nettement inférieurs à ceux des hommes et les normes sexospécifiques limitent les possibilités pour les femmes de s'insérer dans le marché du travail formel. Dans ce contexte, il est essentiel que la Commission de la condition de la femme et les institutions apparentées s'attaquent de manière globale à l'autonomisation des femmes et à l'évolution du monde du travail. Si l'accent est mis exclusivement sur l'ouverture de la participation des femmes au marché du travail sans s'attaquer à des facteurs structurels comme l'éducation et les normes sexospécifiques, alors on ne luttera pas contre les causes profondes de la marginalisation économique des femmes. Sambhali préconise une approche globale qui reconnaisse la complexité des inégalités hommes-femmes, de telle sorte qu'aucune femme ne soit laissée pour

compte alors que la mondialisation avance et que la nature du travail continue d'évoluer.
